



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 06 mars 2025

Malgré un contexte international adverse, la présidente Claudia Sheinbaum affiche un taux d'approbation de 85 %, soit le taux le plus élevé enregistré pour un président au cours des 30 dernières années, d'après l'enquête du journal *El Financiero*.

LE CHIFFRE A RETENIR

85 %

Taux d'approbation de
Claudia Sheinbaum en
février 2025

Différents domaines de l'action gouvernementale ont enregistré une évolution positive en février. Par exemple, 76 % des personnes interrogées jugent que la gestion de l'économie est bonne contre 71 % au mois de janvier. Concernant la sécurité publique, la part d'opinions favorables est passée de 44 à 52 %, tandis que les opinions défavorables ont reculé de 45 à 40 %, marquant ainsi la première fois que les perceptions positives dépassent les perceptions négatives dans ce domaine. En ce qui concerne la lutte contre la criminalité organisée, les opinions positives sont passées de 25 à 30 % au cours du dernier mois, mais les opinions négatives continuent de prédominer.

L'enquête s'intéresse également à la perception des Mexicains quant à la relation entre le Mexique et les Etats-Unis. Environ 60 % des personnes interrogées jugent que le gouvernement Sheinbaum a géré efficacement le changement des politiques migratoires et de déportations imposées par l'administration Trump et 55 % considèrent positivement la manière dont le gouvernement a répondu aux annonces d'imposition de droits douanes sur les importations américaines en provenance du Mexique.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Après une conversation téléphonique entre le président américain Donald Trump et la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, il a été convenu que les droits de douane sur les importations mexicaines, notamment ceux relatifs aux produits inclus dans le traité commercial T-MEC, seraient suspendus jusqu'au 2 avril. Cette décision fait suite à un premier report d'un mois et intervient malgré l'instauration annoncée de droits de douane de 25 % sur les importations mexicaines, prévue pour le 4 mars. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum avait alors fermement réagi lors de sa conférence de presse matinale le jour de l'annonce, condamnant une mesure prise *« malgré le T-MEC signé par le président Trump et le fait que ces 30 jours ont été marqués par des actions fortes contre le crime organisé et le trafic de fentanyl, ainsi que par des négociations au cours desquelles des accords substantiels ont été conclus entre les deux pays »*. Elle avait également rejeté avec force le communiqué de la Maison Blanche publié la veille, le qualifiant de *« insultant, diffamatoire et sans fondement »*, en annonçant par ailleurs que des contre-mesures *« douanières et non douanières »* seraient détaillées dimanche lors d'une assemblée populaire sur la place du Zócalo à Mexico. Toutefois, elle a tenu à préciser que son gouvernement restait ouvert au dialogue et qu'un entretien téléphonique avec Donald Trump aurait lieu ce jeudi 6 mars. L'annonce des tarifs a provoqué l'inquiétude du secteur privé mexicain, notamment dans l'industrie automobile qui pourrait se voir appliquer des droits de douane de 25 % supplémentaires à partir du 2 avril. Le maintien de ces taxes pourrait entraîner une contraction de 1,5 % du PIB mexicain en 2025 selon une récente étude de BBVA, touchant particulièrement les secteurs automobile et métallurgique, ainsi que les États les plus dépendants des exportations vers les États-Unis.

Le peso mexicain a chuté face au dollar après l'entrée en vigueur des droits de douane américains sur les importations mexicaines, avant de rebondir dans l'attente d'un appel entre la présidente Claudia Sheinbaum et Donald Trump prévu ce jeudi 6 mars. Le taux de change a atteint 20,98 MXN/USD le jour de l'instauration des droits de douanes avant de se stabiliser à 20,59 MXN/USD en fin de journée, puis de s'apprécier à 20,40 MXN/USD le 5 mars. La décision américaine d'exempter temporairement le secteur automobile des nouveaux tarifs a contribué à soutenir la monnaie mexicaine, tandis que l'indice du dollar (DXY) a reculé de 2,5 % face à un panier de devises en une semaine sous l'effet de la détérioration du climat économique et des craintes liées aux tensions commerciales. La majorité des analystes s'attend à une poursuite du désengagement des investisseurs sur les positions longues en dollar d'ici fin mars. Par ailleurs, la dépréciation du dollar face à l'euro a entraîné une hausse du taux de change EUR/MXN, qui a dépassé 22 pesos pour un euro le 5 mars, marquant une perte de 4,06 % du peso face à l'euro depuis le 1er mars.

Les exportations auraient augmenté de 5,5 % g.a. en janvier, une progression qui serait due à une demande américaine plus forte en prévision de l'imposition de droits de douane et en raison de la performance favorable de l'activité économique aux Etats-Unis. Les exportations du mois de janvier 2025 aurait ainsi enregistré le plus grand dynamisme des trois derniers mois, atteignant 44,4 Mds USD, dynamisées par les ventes à l'étranger de l'industrie manufacturière, en particulier vers les États-Unis. Les exportations manufacturières totales ont progressé de 8,8 % g.a., malgré la baisse de 2 % g.a. des exportations automobiles compensée par la hausse des autres exportations manufacturières (+14,5 %). Les exportations non pétrolières vers les Etats-Unis ont enregistré une croissance encore plus importante, de 10,6 % g.a. (-3,1 % pour les exportations automobiles ; - 17,6 % pour les autres exportations). Le dynamisme des exportations mexicaines à destination des Etats-Unis en janvier s'expliquerait par la menace d'imposition de droits de douane généralisés de 25 % et la vigueur de l'activité économique américaine. La croissance des exportations pourrait se diluer dans les mois dans un contexte de hausse des tarifs douaniers et de changement structurel des politiques économiques de l'administration Trump. Ce ralentissement pourrait durer quelques mois ou s'étendre jusqu'à la fin de l'année, en fonction de l'intensité et du calendrier d'imposition des droits de douane. De leur côté, les importations mexicaines ont enregistré une hausse de 5,9 % g.a., atteignant 49,4 Mds USD, et entraînant une hausse 10,3 % g.a. du déficit commercial.

Les envois de fonds (remesas) se seraient modérés pour le troisième mois consécutif en janvier, s'établissant à 4,7 Mds USD, ce qui représente une baisse de 10,8 % en variation mensuelle. Depuis octobre 2024 où les envois de fonds ont atteint 5,73 Mds USD, les montants envoyés n'ont cessé de diminuer jusqu'à passer sous la barre 5 Mds en janvier, pour la première fois depuis 10 mois. Le montant des *remesas* reçu en janvier 2025 a toutefois été supérieur de 1,9 % au montant reçu le même mois de l'année dernière. Dans les prochains mois les analystes prévoient que les flux de transferts de fonds vers le Mexique pourraient continuer à être stimulé par le dynamisme du marché du travail américain et les mouvements de dépréciation du peso mexicain qui stimulent la consommation des bénéficiaires. L'impact que le durcissement des politiques migratoires américaines aura sur les envois de fonds n'est cependant pas encore clair d'après les analystes. En outre, les mesures visant à réduire le flux de drogues entre le Mexique et les Etats-Unis ainsi que les dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent pourraient affecter le flux des envois de fonds à l'avenir. En effet, suite à la désignation le 25 février par le gouvernement américain de six cartels mexicains comme groupes terroristes, les sociétés de transfert de fonds spécialisées dans l'envoi des *remesas* pourraient faire l'objet de procédures supplémentaires de contrôle notamment dans le cadre du prochain cycle d'évaluation du Mexique par le GAFI, ce qui pourrait entraîner une baisse des envois de fonds susceptible d'affecter la consommation au Mexique.

Sectoriel

Selon le Conseil National de l'Industrie Manufacturière d'Exportation (INDEX), l'application de droits de douane de 25 % sur l'industrie automobile, pour l'instant suspendus jusqu'à 2 avril, fragiliseraient des milliers d'emplois, déséquilibreraient les chaînes d'approvisionnement et génèreraient de l'incertitude à un moment clé de la relocalisation des entreprises dans la région. Le Mexique étant le principal fournisseur de pièces détachées automobiles des Etats-Unis, cette mesure provoquerait également des surcoûts de 30 Mds USD par an pour l'industrie automobile américaine. En conséquence, le prix final des véhicules pourrait augmenter de 3000 à 5000 USD par unité aux Etats-Unis selon l'Industrie Nationale de Pièces Détachées Automobiles (INA). La production de pièces détachées devrait atteindre une valeur de 127 Mds USD pour cette année 2025, soit une hausse de 3,3 % par rapport à 2024. Cependant, si les droits de douane de 25 % étaient rétablis, cette hausse pourrait n'être que de 1,5 %. Le directeur général de l'INA, Gabriel Padilla, considère que l'application de droits douane pourrait cependant s'accompagner d'une « *grande opportunité* » pour élever le contenu national des produits automobiles et développer le marché intérieur.

Le ministère de l'Infrastructure, des Communications et des Transports (SICT) a annoncé que les projets de transports ferroviaires de passagers Mexico-Querétaro et Querétaro-Irapuato coûteront respectivement 7 et 3,6 Mds USD. Les montants annoncés ce samedi 1er mars sont 86 % plus élevés que ceux qui avaient été annoncés en octobre 2024 à l'occasion de la cérémonie de lancement des travaux préliminaires à Querétaro. Les travaux de construction sont prévus de juillet 2025 à fin 2027, pour une utilisation opérationnelle à partir de 2028 – un an plus tôt par rapport à ce qui avait été annoncé en octobre. Le train utilisera une technologie hybride diesel-électrique, ce qui améliorera son efficacité énergétique et réduira l'émission de gaz polluants. Ce projet fait partie du programme Trenes de Pasajeros 2024-2030 qui a pour objectif de moderniser les infrastructures ferroviaires du Mexique, au bénéfice de la desserte de la région de Bajío et du centre du pays, de l'économie et du développement durable.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE) investira 2,59 Mds USD dans la construction de 5 centrales électriques. Ces projets font partie du plan d'expansion de génération 2025-2030 qui regroupe au total 12 projets. Ils seront financés grâce à un fonds privé, des crédits d'agences d'exportation et des obligations à long-terme d'une durée de 30 ans. Toutes ces futures centrales auront une durée de vie utile de 30 ans. En cas d'urgence, elles pourront fonctionner au diesel – ce qui apportera de la flexibilité, de la fiabilité ainsi que de la sécurité au système électrique national. Sur ces 5 projets, 4 seront des centrales à gaz à cycle combiné et un sera une centrale à combustion interne à gaz naturel. Ces 4 premières centrales seront construites à Salamanca (Guanajuato), Tula (Hidalgo), Mazatlán (Sinaloa) et Altamira (Tamaulipas) afin de se substituer à une partie ou à l'ensemble des centrales thermoélectriques présentes sur ces territoires. La centrale à combustion interne sera construite à Los Cabos (Baja California Sur). Ces

projets bénéficieront également aux Etats alentours de Sonora, Durango, Coahuila et Jalisco.

Finances publiques

D'après les données publiées par le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP), les dépenses publiques auraient enregistré une diminution de 14,4 % g.a. en janvier 2025, marquant le début du cycle de consolidation fiscale annoncé par le gouvernement de Sheinbaum. La baisse des dépenses serait concentrée dans la catégorie des dépenses programmables, soit les dépenses qui financent directement les programmes publics et les investissements sociaux et d'infrastructures. Ces dernières auraient enregistré une réduction de 16,8 % g.a. en janvier tandis que les dépenses non programmables, comprenant notamment les pensions de retraite, les dépenses de coparticipation fédérale et le coût de la dette, auraient baissé de 8,2 % g.a.. Les investissements dans les infrastructures ont enregistré une baisse notable de 22,4 % g.a. en janvier, l'allocation des ressources étant alignée sur l'efficacité des dépenses et l'achèvement de projets stratégiques selon le SHCP. Le coût financier de la dette aurait quant à lui augmenté de manière significative, avec un total déboursé de près de 5 Mds USD en janvier, soit une augmentation de 41 % g.a.. Le SHCP précise toutefois que grâce à une stratégie de refinancement efficace et malgré un environnement de taux d'intérêt élevés, le coût financier aurait été inférieur de 72 M USD aux prévisions. Les recettes budgétaires auraient augmenté de 4,3 % g.a., dépassant le taux de croissance moyen de 1,6 % de la dernière décennie, mais atteignant un niveau inférieur de 1,2 Md aux recettes prévues pour le premier mois de l'année. Dans le détail, les recettes pétrolières auraient augmenté de 5,2 % g.a., favorisées par la dépréciation du taux de change, qui a augmenté les recettes des exportations de pétrole brut, compensant ainsi la baisse du prix moyen et de la production. Les recettes fiscales auraient également enregistré une croissance dynamique, de 5,1 %, atteignant leur plus forte croissance pour un premier mois de l'année au cours des quatre dernières années selon le SHCP. Le déficit public, que le gouvernement prévoit de ramener à 3,9 % cette année (contre 5,7 % en 2024), s'établirait à 1,2 Md USD fin janvier.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	06/03/2025
Bourse (IPC)	-1,10%	-4,99%	52 709,4 points
Change MXN/USD	-0,93%	19,96%	20,29
Change MXN/EUR	3,14%	19,64%	21,99
Prix du baril mexicain	-3,08%	-13,56%	62,90

Amérique centrale

Costa Rica

Dans le cadre des consultations menées au titre de l'article IV fin février 2025 par le Fonds monétaire international (FMI), l'économiste en chef Ding Ding a estimé que le Costa Rica avait connu un « *succès économique notable* » ces dernières années. Selon le communiqué, depuis 2021, le pays afficherait une croissance moyenne du PIB supérieure à 5 %, surpassant ses voisins régionaux et contribuant à la réduction de la pauvreté et du chômage. Par ailleurs, la dette publique aurait diminué de 8 points, se situant désormais en dessous de 60 % du PIB. Selon le rapport, la bonne performance économique du Costa Rica serait en lien avec (i) des politiques macroéconomiques adaptées, (ii) des réformes approfondies liées à l'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), (iii) deux programmes conclus avec le FMI achevés avec succès, (iv) ainsi qu'une stratégie axée sur les exportations et la diversification économique. Par ailleurs, le FMI prévoit que la croissance se maintiendra autour de 4 % en 2025. Concernant l'inflation, des signes encourageants indiquent un retour à l'objectif de la Banque centrale, fixé entre 2 % et 4 %, alors l'inflation a été proche de zéro et des épisodes de déflation ont été enregistrés au cours des derniers mois. Pour maintenir cette tendance positive, le FMI recommande au Costa Rica d'améliorer

la qualité et l'entretien de ses infrastructures, ainsi que de remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les industries de haute technologie. Pour ce faire, le FMI recommande (i) d'accélérer les efforts visant à réduire les inadéquations de compétences, (ii) d'aligner les programmes scolaires sur les besoins de l'industrie, (iii) de promouvoir l'éducation en alternance, (iv) et d'améliorer les taux de diplomation dans l'enseignement secondaire pour les adultes. Concernant les infrastructures, le FMI suggère d'intégrer des considérations climatiques dans les décisions d'investissement public et souligne l'importance d'adopter et de mettre en œuvre une nouvelle législation sur les partenariats public-privé pour moderniser les infrastructures.

Le 28 février 2025, la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a émis des obligations en colons costariciens d'une valeur de 32 500 M CRC (soit environ 61,4 M EUR) pour renforcer les marchés de capitaux locaux et promouvoir le développement financier dans la région. Cette émission s'inscrit dans le cadre du programme de la CAF d'émissions d'obligations locales qui totalise un montant de 500 M USD (soit environ 480 M EUR). Les obligations ont une durée de 7 ans et offrent un coupon de 6,18 %. Le processus de placement a été soutenu par Citibank en tant que banque structurante et par INS Valores en tant qu'agents placeurs. Il s'agit de la cinquième émission réalisée par la CAF au Costa Rica dans le cadre de ce programme, totalisant 147 740 M CRC (soit plus de 278 M EUR) depuis son lancement en juin 2023.

El Salvador

El Salvador s'efforcera de ramener sa dette à 80 % du PIB d'ici à 2029, selon son nouveau plan budgétaire. Le ministère des Finances du Salvador a publié le plan fiscal 2025-2027 dans lequel il décrit la stratégie que le Trésor a mise en œuvre pour parvenir à la consolidation fiscale. Il prévoit une réduction de 2,5 % de la dette en pourcentage du PIB en deux ans et une augmentation des recettes de 1 % du PIB pour 2027. Selon le document, la dette publique (y compris les pensions), que le ministère compte ramener à 86,4 % du PIB en 2027, puis à 80 % en 2029, s'est clôturée en 2024 à 88,9 % du PIB. Le plan de consolidation du Trésor sera basé sur le renforcement des recettes fiscales ; pour ce faire, des outils de contrôle et de réduction de l'évasion tels que la facture électronique, déjà utilisée en 2024, seront mobilisés ; l'assiette fiscale sera élargie et l'économie numérique sera intégrée dans le système fiscal. Des efforts seront en outre exercés pour augmenter la formalisation de l'économie. En ce qui concerne les dépenses, des mesures visant à réduire les dépenses ont été annoncées, comme par exemple la suspension des augmentations de salaires et des augmentations de traitement pour les employés de l'État.

Le ministère salvadorien de l'Agriculture et de l'Elevage a dévoilé une nouvelle marque de produits laitiers nationale : Lácteos El Salvador. Selon le ministère, l'initiative aurait été conçue pour renforcer la chaîne entre les producteurs, les usines de transformation et les consommateurs, en veillant à ce que les usines achètent les matières premières à des prix compétitifs, ce qui favoriserait la durabilité du secteur. Elle soutiendrait également les agriculteurs en leur proposant des plans nutritionnels et des améliorations génétiques pour augmenter la production de lait de qualité « A ». Sous cette marque, différents produits sont distribués, tels que le fromage à pâte dure, le capita et d'autres spécialités, la crème, le fromage à la crème et le lait liquide aromatisé, ainsi que le lait liquide naturel. La création de cette nouvelle marque implique la participation d'entreprises comme *Quesos Petacones*, *La Cooperativa Ganadera Sonsonate - La Salud*, *Lactolac* et *Los Quesos de Oriente*, selon l'*Asociación Salvadoreña de Ganaderos e Industriales de la Leche* (Asileche). Selon le vice-ministre de l'Agriculture, Óscar Domínguez, les bénéfices reviendront aux producteurs et aux transformateurs de lait.

Guatemala

D'après le président de la Banque centrale (Banguat), Álvaro González Ricci, le Guatemala connaîtra en 2025 une croissance de 3,7 à 4,7 %, après 3,7 % en 2024, et 5 % environ à partir de 2026. Cet optimisme de Banguat se fonde sur une inflation contrôlée (1,7 % fin 2024, soit le plus bas niveau depuis 2010) et la stabilité de la monnaie nationale face au dollar, le dynamisme du crédit bancaire (en croissance de 10 % l'année dernière), les indices de confiance élevés des acteurs économiques, et la croissance soutenue des envois de fonds (21,5 Md USD en 2024, 22,7 Md USD attendus en 2025).

Proparco a annoncé le 27 février sa souscription à hauteur de 50 M USD à la première obligation durable émise par le Banco de América Central (BAC Guatemala), aux côtés de la BID et de Finance in Motion, qui souscriront 90 M USD. Cette opération vise à renforcer l'inclusion financière et la durabilité environnementale dans le pays, en facilitant l'accès au crédit pour les projets de lutte contre le changement climatique, les microentreprises et PME, et les entreprises dirigées par des femmes. L'obligation, d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans et d'un montant total pouvant atteindre 140 M USD, respectera les principes des obligations sociales, vertes et durables définis par l'International Capital Markets Association (ICMA).

Honduras

La dévaluation du lempira hondurien se poursuit, mais aurait ralenti début mars. En mars 2025, le lempira est évalué autour de 25.49 lempiras pour un dollar, avec des prévisions de la Banque Centrale du Honduras (BCH) indiquant qu'elle pourrait atteindre 26.3952 lempiras par dollar d'ici la fin de l'année, ce qui représente une dévaluation projetée de 4 % par rapport à l'année précédente. Depuis le début de

l'année 2025, le lempira a connu une dévaluation de 5.53 centavos, passant de 25.3800 à 25.4353 lempiras par dollar. Néanmoins, selon un rapport du système électronique d'échange de devises (Sendi) de la BCH, la Banque a ralenti la dévaluation du taux de change de référence (TCR) lors des adjudications de devises ces derniers jours. Le comportement du taux de change de référence fera partie de la troisième révision de l'accord que le gouvernement hondurien a conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), qui débutera au cours de la dernière semaine de mars.

Nicaragua

L'assemblée nationale a approuvé le 20 février une loi sur les Investissements étrangers, qui actualise la législation entrée en vigueur il y a 25 ans. Ce nouveau cadre prévoit notamment d'étendre aux investisseurs étrangers l'ensemble des 62 incitations fiscales dont bénéficient les nationaux. Selon la Banque centrale du Nicaragua, les IDE se sont élevés à 2,24 Mds USD au cours des neuf premiers mois de 2024, en hausse de 13 % par rapport à la même période en 2023, en provenance du Panama (262 M USD), des Etats-Unis (206 M USD), d'Espagne (80 M USD), du Costa Rica (65 M USD), du Mexique (62 M USD), de Colombie (56 M USD) et des Pays-Bas (55 M USD).

Le ministère de l'Energie et des Mines et l'entreprise publique chinoise CCCC ont signé le 25 février un accord de facilité de crédit pour le projet éolien El Barro. Le projet, qui sera développé à San Nicolás (département d'Estelí, à 150 km au nord de Managua), disposera à terme d'une capacité de 55 MW. Le ministre des Finances et du Crédit public, Bruno Gallardo, a indiqué que l'accord signé portait sur un financement chinois de 76,5 M USD, auquel s'ajoutera une contrepartie nicaraguayenne de 8,5 M USD.

Panama

Lors de son discours au Congrès le 5 mars dernier, Donald Trump, président des États-Unis, a réaffirmé son intention de « récupérer » le Canal de Panama. Selon lui, le Canal aurait été « *construit par des Américains pour les Américains et pas pour les autres* » même si les autres « *peuvent l'utiliser* ». Donald Trump a également révélé que son secrétaire d'État, Marco Rubio, serait chargé de concrétiser cet objectif. Le président du Panama, José Raul Mulino, a réagi de façon très ferme face à ces annonces en démentant les paroles du président américain sur la récupération du Canal et en affirmant la souveraineté du Panama sur ce dernier.

Le groupe Hutchison de Hong-Kong annonce qu'il cédera ses deux terminaux portuaires de Balboa et de Cristobal au consortium Blackrock / Terminal Investment Limited (groupe MsC). Le 4 mars 2025, le conglomérat CK Hutchison, dirigé par Li Ka-Shing, et un consortium incluant Blackrock, Global Infrastructure

Partners (GIP) et Terminal Investment Limited (TIL) ont annoncé un accord de principe pour l'acquisition par le consortium de 90 % des parts de Hutchison Ports Holding (HPH) dans Panama Ports Company (PPC). PPC opère actuellement deux terminaux portuaires de part et d'autre du Canal de Panama. Parallèlement, le consortium achètera 80 % des participations « *effectives et de contrôle* » de CK Hutchison dans 43 ports dans le monde. La valeur agrégée des actifs de HPH (incluant les terminaux panaméens) serait de 22,8 Mds USD selon le communiqué. Les deux transactions devraient faire l'objet d'une négociation exclusive et seront soumises à des *due diligences* et approbations réglementaires. La transaction concernant les terminaux panaméens devrait toutefois être approuvée par le gouvernement du Panama. Pour rappel, la Cour Suprême de Justice du Panama examine actuellement un recours en inconstitutionnalité de la décision de prorogation de la concession de 2021. En outre, un audit de PPC est en cours par l'Autorité Maritime de Panama.

Le projet de train reliant Panama à David contribuerait à hauteur de 6,5 % du PIB annuel, selon le Comité Pro Tren Panama. Les études socioéconomiques réalisées montreraient que sa construction et sa mise en service pourraient générer environ 71 000 emplois. L'investissement total prévu pour ce projet s'élèverait à 8 Mds USD, tel qu'indiqué dans le plan stratégique du gouvernement national approuvé en décembre 2024. Il est prévu que 80 % de cet investissement soit réalisé dans les territoires concernés, le reste étant destiné à la région interocéanique. Les résultats finaux des études techniques et financières seraient attendus entre juillet et août 2025.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Le Parlement d'Antigua-et-Barbuda a adopté une loi autorisant l'adhésion du pays à la Corporación Andina de Fomento (CAF) le 5 mars 2025. Cette adhésion devrait permettre au gouvernement d'acquérir environ 15 M USD d'actions de la banque de développement. En tant que membre, Antigua-et-Barbuda pourra emprunter jusqu'à quatre fois le montant de son capital souscrit, à des taux concessionnels compris entre 3,5 % et 4 %. Le Premier ministre, Gaston Browne, a indiqué que cette stratégie vise à lever plusieurs centaines de millions de dollars américains pour refinancer des prêts à taux d'intérêt plus élevés, réduisant ainsi les coûts du service de la dette du pays. L'adhésion à la CAF offrirait également des opportunités de financement aux entités du secteur privé pour des projets de grande envergure.

Cuba

Les ventes de cigares ont atteint des chiffres record en 2024. Après avoir déjà enregistré une forte hausse en 2023, l'entreprise cubano-espagnole Habanos a annoncé que 2024 a constitué son année record, avec un chiffre d'affaires de 827 M USD, soit +16 % par rapport à l'année précédente. Confirmant une tendance observée depuis 2021, la Chine se place à nouveau au 1^{er} rang des pays consommateurs de cigares cubains, suivie de l'Espagne et la Suisse. L'annonce a été faite à l'occasion du vingt-cinquième Festival del Habano, qui s'est tenu du 24 février au 1^{er} mars à La Havane. Cette édition a réuni plus de 3 300 participants de 110 pays dont 90 sociétés exposantes de 11 pays différents. Le programme, qui incluait notamment des séminaires, une foire commerciale et la 5^{ème} édition du concours Habanos World Challenge, a été clôturé par la traditionnelle vente aux enchères des caves à cigares de luxe, où un total de six caves ont été proposées. La vente aux enchères, dont le produit est officiellement destiné au secteur de la santé cubain, a atteint cette année un total de 17,9 M EUR. Le tabac est l'un des produits emblématiques de Cuba et représente l'un des secteurs qui contribue le plus au PIB, avec des exportations qui atteignant 400 M USD. Créée en 1994, la société mixte cubano-espagnole Habanos S. A. est le distributeur exclusif officiel de 27 marques cubaines de cigares, élaborés entièrement à la main, avec une présence dans plus de 160 pays.

Grenade, Guyane et Sainte-Lucie

Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé un projet de 131 M USD visant à améliorer l'efficacité énergétique et à accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans trois pays des Caraïbes : la Grenade, le Guyana et Sainte-Lucie, le 28 février 2025. Ce projet, en partenariat avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales et le Centre caribéen pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, vise à réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés, qui représentent environ 90 % de la consommation pétrolière de la région. Environ 500 bâtiments publics seront rénovés avec des technologies écoénergétiques, réduisant leur consommation d'énergie d'au moins 20 %. Le projet prévoit également l'intégration de systèmes d'énergie renouvelable, tels que des panneaux solaires et le développement de cadres réglementaires pour encourager les investissements dans l'énergie verte. Le financement comprend 40 M USD pour la Grenade, 30 M USD pour le Guyana et 30 M USD pour Sainte-Lucie, ainsi que des subventions pour soutenir l'approvisionnement régional et l'assistance technique.

République Dominicaine

Après le retrait précipité du projet de réforme fiscale annoncé par le pouvoir exécutif en octobre 2024, une proposition de loi visant à modifier les régimes d'exonérations et de privilèges fiscaux a été soumise à la Chambre des députés.

Cette initiative, portée par le député Rogelio Alfonso Genao Lanza du PRSC¹, vise à rationaliser les exonérations fiscales et les régimes préférentiels accordés à certains secteurs afin de réduire « le gaspillage fiscal ». Parmi les principales mesures envisagées, le texte prévoit l'imposition des loteries et des paris sportifs à hauteur de 16 % sur les ventes ou revenus bruts ou encore la révision des incitations fiscales, notamment pour l'industrie cinématographique, le marché hypothécaire et fiduciaire ainsi que le mécénat. Cette proposition de loi a été transmise à la Commission permanente des Finances pour examen avant d'être soumise au débat en séance plénière. Elle s'inscrit dans une démarche plus large visant à renforcer la transparence fiscale, à optimiser la collecte des recettes et à garantir une plus grande équité fiscale.

Le gouvernement a annoncé une revalorisation salariale de 20 % pour les travailleurs du secteur privé non sectorisé. Issue du dialogue social entre les représentants syndicaux et patronaux, cette mesure vise à renforcer le pouvoir d'achat des employés face à l'inflation accumulée, estimée entre 6,7 et 6,8 % selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Son application devrait avoir lieu en deux étapes : une première hausse de 12 % à compter du 1^{er} avril 2025, suivie d'une augmentation supplémentaire de 8 % en février 2026.

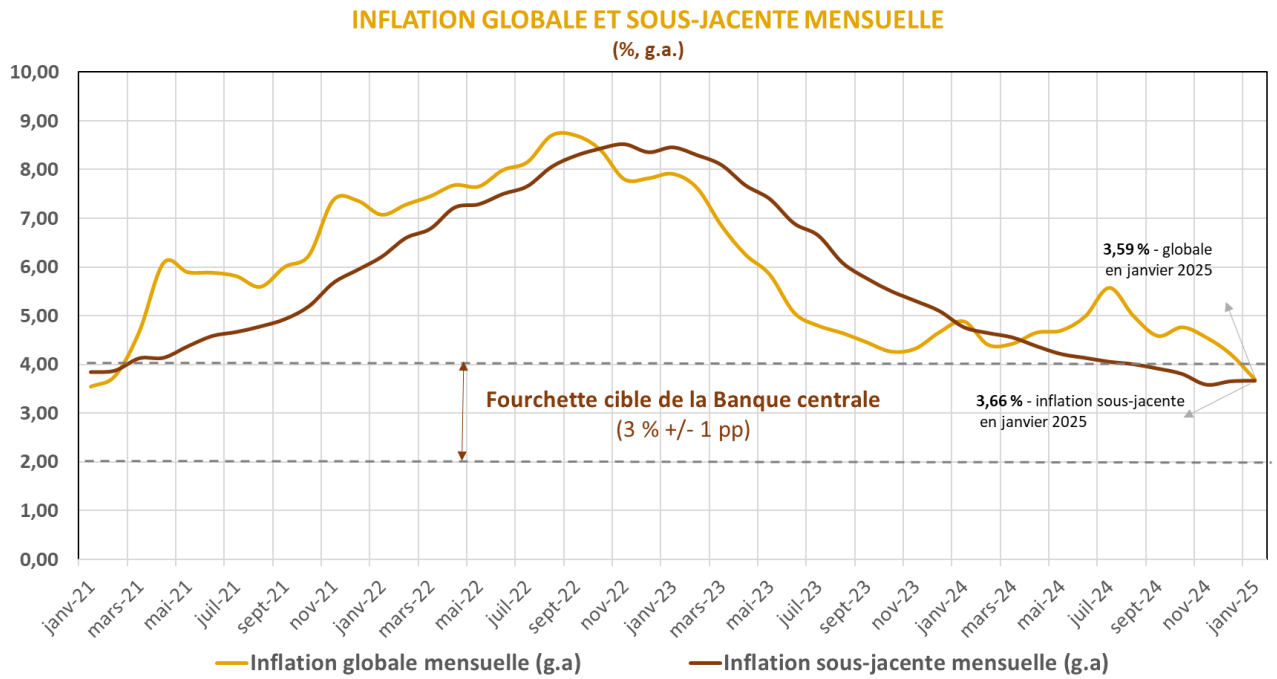
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone
Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

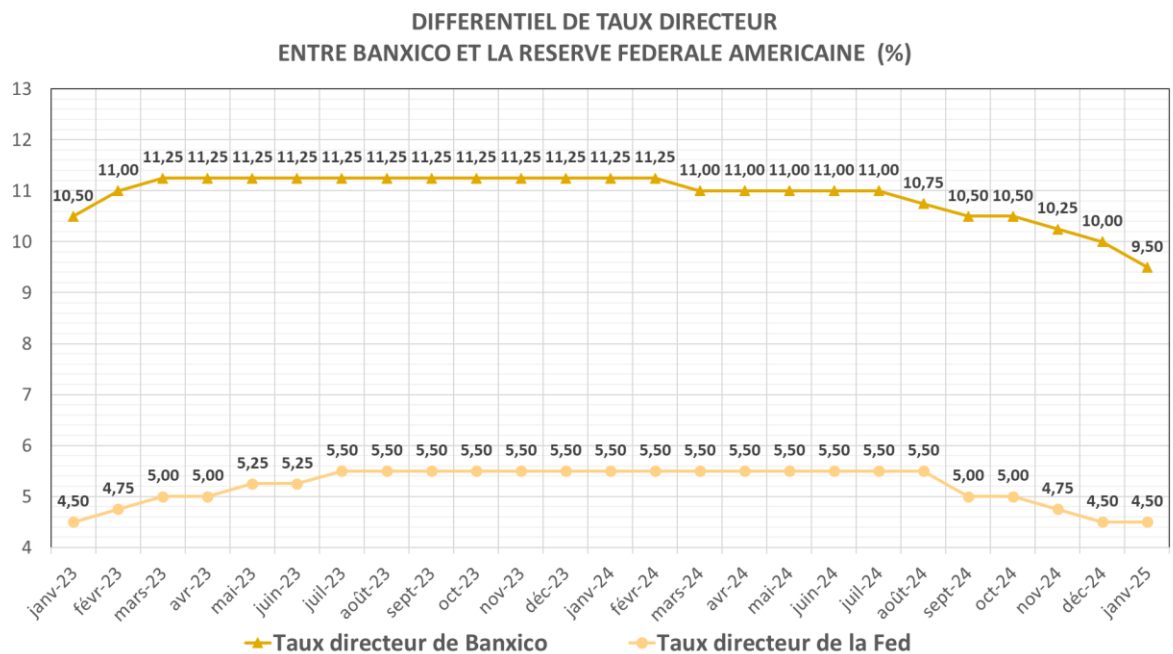
Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

¹ Partido Reformista Social Cristiano

– Annexe Graphique Mexique –



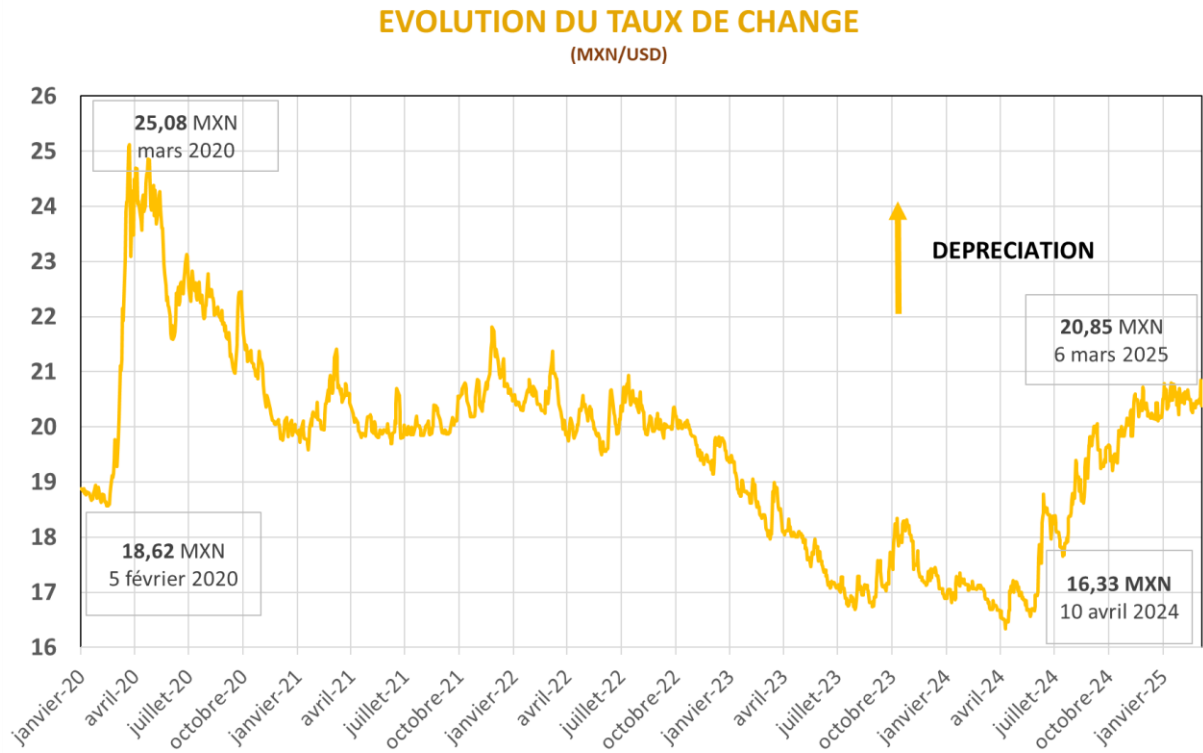
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



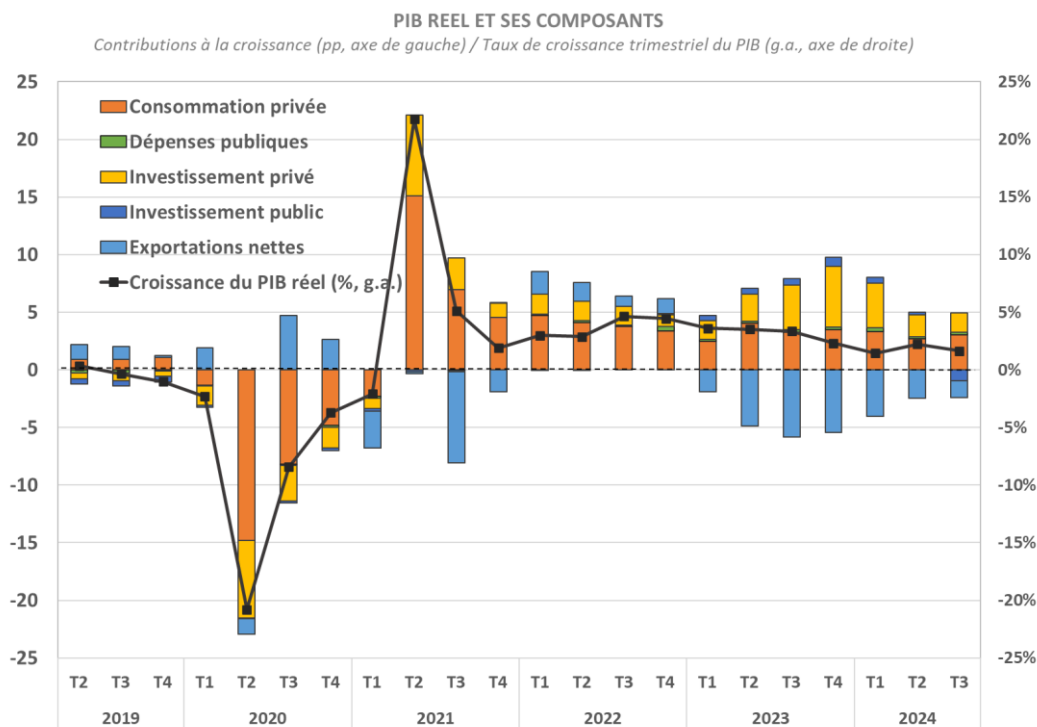
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	9,50	4,50	500

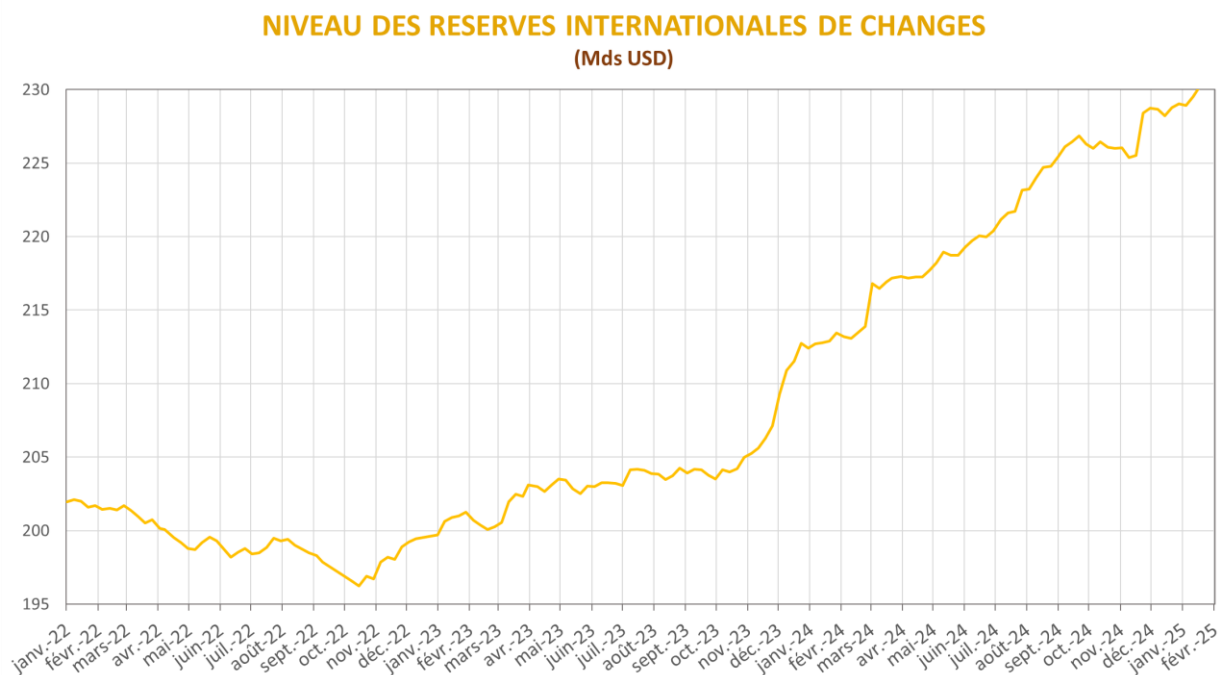
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr